

## ADMINISTRATION

### AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES ET ÉTABLISSEMENTS SOUS TUTELLE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA COHÉSION SOCIALE

FNFPE  
FONDS NATIONAL DE FINANCEMENT  
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

**Décision du 1<sup>er</sup> décembre 2011 du comité de gestion  
du Fonds national de financement de la protection de l'enfance (FNFPE)**

NOR : SCSA1130937S

Le comité de gestion du Fonds national de financement de la protection de l'enfance, réuni le 12 octobre 2011 sous la présidence du chef de service, adjoint à la directrice générale de la cohésion sociale,

Vu l'article 27 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

Vu le décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 7 du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance, d'approuver le projet d'avenant à la convention de gestion signée entre la présidente du comité de gestion et le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales. La convention de gestion consolidée ainsi que son avenant sont annexés à la présente décision (annexes n° 1 et n° 2).

**Article 2**

En application de l'article 3 du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance, d'approuver le modèle de convention passée entre le fonds et ses bénéficiaires. Cette convention est jointe en annexe n° 3.

**Article 3**

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* santé, protection sociale, solidarité.

Fait le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Pour le comité de gestion du Fonds national  
de financement de la protection de l'enfance  
et par délégation :

*La présidente,*  
S. FOURCADE

## ANNEXE I

### CONVENTION DE GESTION DU FONDS NATIONAL DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (FNFPE)

Entre, d'une part :

La directrice générale de la cohésion sociale et présidente du comité de gestion du Fonds national de financement de la protection de l'enfance (FNFPE), Mme Sabine FOURCADE, ci-après dénommée « le fonds » ;

Et, d'autre part :

Le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales, M. Hervé DROUET, nommé par décret du 30 octobre 2008, paru au *Journal officiel* le 31 octobre 2008, gestionnaire du FNFPE, ci-après dénommé « la CNAF »,  
il est convenu ce qui suit :

Vu l'article 27 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

Vu le décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance (FNFPE),

#### PRÉAMBULE

Aux termes de l'article 27 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 susvisée, il a été créé un Fonds national de financement de la protection de l'enfance au sein de la CNAF.

Son objet consiste à compenser les charges résultant, pour les départements, de la mise en œuvre de ladite loi selon des critères nationaux et des modalités fixés par décret ainsi qu'à favoriser des actions entrant dans le cadre de la réforme de la protection de l'enfance, telles que définies par voie conventionnelle entre le fonds et ses bénéficiaires.

Les ressources du fonds sont constituées par un versement de la CNAF, dont le montant est arrêté en loi de financement de la sécurité sociale et par un versement annuel de l'État, dont le montant est arrêté en loi de finances.

Le fonds est administré par un comité de gestion associant des représentants de la CNAF, des départements et de l'État, selon les modalités fixées dans le décret susvisé. Par une délibération annuelle, il se prononce sur l'opportunité de moduler les critères de répartition du fonds.

Le secrétariat du comité de gestion est assuré par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), en lien avec la CNAF pour l'établissement de l'ordre du jour, l'envoi des convocations et la rédaction des comptes rendus. La DGCS et la CNAF se concertent régulièrement de façon à préparer les travaux dudit comité.

Conformément à l'article 7 de ce même décret, la CNAF assure la gestion administrative, comptable et financière du fonds. À cet effet, en sa qualité de gestionnaire du fonds, le directeur de la CNAF effectue les opérations d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement des dépenses du fonds en application des décisions de son comité de gestion.

La présente convention est signée en application de ce même article 7, après approbation par le comité de gestion.

Elle précise les modalités, d'une part, selon lesquelles la CNAF exerce sa mission de gestion pour le compte du fonds et, d'autre part, selon lesquelles le fonds est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par le directeur.

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Objet de la convention*

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles :

- la CNAF exerce la mission de gestion administrative, comptable et financière pour le compte du fonds ;
- le directeur de la CNAF représente ce fonds en justice et dans tous les actes de la vie civile, telles que mentionnées à l'article 7 du décret susvisé.

#### Article 2

##### *Gestion administrative et comptable*

La CNAF tient la comptabilité du fonds. Elle constate l'encaissement des recettes et exécute les ordres de dépenses, émanant du président du comité de gestion du fonds ou de son représentant, conformément aux règles de délégation de signature en vigueur au moment de la communication de l'ordre.

Elle enregistre également tous les autres mouvements financiers afférents au fonctionnement du FNFPE.

La liste des personnes habilitées à ordonner tout mouvement de fonds, ainsi qu'un spécimen de leur signature, figurent en annexe de la présente convention. Ce dépôt de signatures est renouvelé en tant que de besoin.

### Article 3

#### *Gestion financière*

En début d'année, le comité de gestion arrête la répartition des ressources entre les deux enveloppes visées à l'article 3 du décret n° 2010-497 susvisé en tenant compte des dépenses afférentes aux contentieux ainsi que des frais de gestion.

Le président du comité de gestion du fonds ou son représentant informe la CNAF des dépenses à effectuer dans un délai de cinq jours ouvrés et au plus tard dans un délai de dix jours ouvrés avant la date prévue pour leur réalisation.

### Article 4

#### *Représentation en justice et dans tous les actes de la vie civile*

Conformément à l'article 7 du décret n° 2010-497 visé par la convention de gestion, le FNFPE est représenté en justice à l'occasion de toute instance contentieuse et dans tous les actes de la vie civile par le directeur de la CNAF.

Le traitement des recours administratifs formés contre les décisions du comité de gestion relève de la compétence de la directrice générale de la cohésion sociale, présidente de ce comité.

Le fonds et la CNAF se tiennent mutuellement informés et se transmettent, dans les meilleurs délais, tous les éléments relatifs à des contestations, contentieuses ou non, portant sur l'activité du FNFPE.

Lesdits éléments concernent notamment, sans que cette liste ne soit limitative, toutes les actions contentieuses qui seraient engagées, toutes les demandes, toutes les réclamations, toutes les procédures, toutes les décisions, tous les dossiers ou tous les recours dont elles auront connaissance ou dont elles seront saisies.

La CNAF s'engage également à transmettre au fonds lesdits éléments dont elle aura connaissance ou dont elle sera saisie dans les meilleurs délais et par tous moyens attestant de leur réception, pour leur permettre de contribuer aux axes et moyens de défense à produire.

### Article 5

#### *Élaboration et gestion des appels à projets nationaux*

Conformément à l'article 3 du décret n° 2010-497 susvisé, les règles applicables sont celles définies par le comité de gestion.

##### 5.1. Élaboration des appels à projets nationaux

Le comité de gestion élabore les règles de la procédure d'appels à projets nationaux mise en œuvre pour la sélection de projets bénéficiant de son soutien.

##### 5.2. Gestion des appels à projets nationaux

Le comité de gestion du fonds valide un cahier des charges, lequel définit :

- les personnes chargées d'assurer la gestion et le suivi des appels à projets ;
- la nature des actions éligibles (types d'actions, caractère innovant, etc.) ;
- la nature des dépenses prises en compte ;
- le montant des financements susceptibles d'être octroyés et leur durée ;
- les modalités d'attributions des crédits ;
- les critères d'évaluation des actions retenues, dans l'objectif d'identifier celles qui répondent de manière pertinente aux objectifs de la loi n° 2007-293 susvisée ;
- les modalités de sélection des projets retenus.

Ledit comité se réunit sous la forme d'un jury de sélection national.

##### 5.3. Versement et contrôle des subventions

La DGCS transmet à la CNAF la liste des projets retenus par le comité de gestion, ainsi que les dossiers administratif et financier des porteurs bénéficiaires, afin que la CNAF puisse procéder à la vérification des pièces nécessaires à l'engagement et au paiement des subventions attribuées au titre des appels à projets.

Le comité de gestion décide des suites à donner aux contrôles réalisés par la CNAF, telles que notifications d'indus, compensations, remises ou toute difficulté qu'elle juge nécessaire de porter à la connaissance du comité de gestion.

##### 5.4. Évaluation des projets

Pour l'application de l'article 7 du décret n° 2010-497 susvisé, le comité de gestion détermine les modalités de l'évaluation des projets subventionnés.

## Article 6

### *Compte rendu et bilan*

Une fois par mois, la CNAF produit un état écrit de la situation disponible de trésorerie du fonds, qu'elle adresse au président du comité de gestion du fonds.

Une fois par an, la CNAF établit par écrit un rapport annuel détaillé sur la gestion comptable et administrative du fonds (compte de résultat, bilan, placements et commentaires de gestion associés, etc.), ainsi que sur toutes les actions précontentieuses ou contentieuses pour lesquelles le directeur de la CNAF a représenté le fonds en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Ledit rapport est remis avant le 31 mars de chaque année au président du comité de gestion du fonds.

## Article 7

### *Frais de gestion et de contentieux*

Les frais de gestion, les honoraires et frais d'avocats, ainsi que les dépenses résultant de décisions juridictionnelles constituent les dépenses de fonctionnement visées par le 3<sup>o</sup> du II de l'article 5 du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010.

#### 7.1. Frais de gestion

La CNAF est indemnisée des frais de gestion qu'elle supporte en sa qualité de gestionnaire du FNFPE.

Les frais de gestion, figurant à l'état prévisionnel rectificatif des dépenses (EPRD) du FNFPE, sont fixés à cinquante mille euros annuels.

Si l'économie générale du FNFPE est modifiée, les parties conviennent de réexaminer le montant des frais de gestion par avenant.

#### 7.2. Honoraires et frais d'avocat, et dépenses résultant de décisions juridictionnelles

Les honoraires et frais annexes d'avocat sont supportés par le FNFPE. Ils sont estimés dans l'EPRD et sont inscrits sur une ligne distincte. Ils sont ajustés à la hausse ou à la baisse, en fonction des dépenses réalisées.

Les dépenses résultant de décisions juridictionnelles (amendes, indemnités, frais irrépétibles, dépens) sont également supportées par le FNFPE. Elles sont estimées dans l'EPRD. Elles sont ajustées à la hausse ou à la baisse, en fonction des dépenses réalisées.

La CNAF informe tous les mois, s'il y a lieu, le fonds des dépenses à engager au titre des contentieux (frais et condamnations) pour la préparation des EPRD rectificatifs.

## Article 8

### *Engagements*

La CNAF s'engage, à tout moment, en cas de contrôle opéré par toute autorité administrative ou par les organes nationaux de contrôle, à faciliter ledit contrôle et à présenter toutes les pièces justificatives de paiement des dépenses, ou tout autre document dont la production serait jugée utile, et à répondre à toute demande dans les délais fixés. Un contrôle éventuellement sur place peut être réalisé en vue d'en vérifier l'exactitude.

Les parties s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées à la présente convention.

## Article 9

### *Suppression du fonds*

Si l'État décide la suppression du fonds, la CNAF soumettra pour approbation au comité de gestion un rapport décrivant l'ensemble des opérations à effectuer pour procéder à la clôture du fonds. Ce rapport portera notamment sur le bilan du compte ressources-emplois et la gestion du fonds.

Après affectation par le comité de gestion, pour apurement des sommes dues, les excédents éventuels seront reversés au Trésor public (receveur général des finances de Paris).

## Article 10

### *Modalités de communication et d'échange entre les parties*

Toute communication, demande ou notification devant être effectuée en vertu de la présente convention sera valablement réalisée sous réserve d'être soit adressée par lettre recommandée avec

accusé de réception, soit envoyée par courriel ou télécopie et confirmée par courrier simple aux adresses suivantes : direction générale de la cohésion sociale, 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP ; Caisse nationale des allocations familiales, 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.

Toute modification des coordonnées ci-dessus ne sera opposable qu'après notification.

Préalablement à tout échange de documents, d'informations, d'études ou de décisions, les parties à la présente convention s'engagent à respecter les dispositions législatives et réglementaires, et notamment la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

#### Article 11

##### *Confidentialité*

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

L'une des parties s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie.

#### Article 12

##### *Exécution formelle de la convention*

Toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les parties. Cet avenant devra notamment déterminer les modifications apportées à la convention.

Au cas où l'une des stipulations de la présente convention serait reconnue nulle ou non exécutoire, la validité, la légalité et le caractère exécutoire des autres stipulations du présent accord ne seraient pas pour autant affectés.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

#### Article 13

##### *Durée et résiliation de la convention*

La présente convention prend effet à compter de la date de signature figurant ci dessous.

La résiliation intervient par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un délai de préavis de trois mois à compter de la réception de la lettre.

En cas de résiliation de la présente convention, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celle-ci jusqu'à leur terme.

Fait en trois exemplaires, à Paris.

*Le directeur de la CNAF,*  
H. DROUET

*La directrice générale de la cohésion sociale,*  
S. FOURCADE

*Le contrôle général, économique  
et financier de la CNAF,*  
C. BUHL

#### ANNEXE À LA CONVENTION DE GESTION DU FONDS NATIONAL DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (FNFPE)

Liste des personnes habilitées à ordonner tout mouvement de fonds :

| PERSONNES HABILITÉES À ORDONNER<br>tout mouvement de fonds | SPÉCIMENS DE SIGNATURE |
|--|------------------------|
| Sabine Fourcade  |                        |
| Philippe Didier-Courbin                                    |                        |
| Hervé Drouet   |                        |

## ANNEXE II

### AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DE GESTION DU 16 JUILLET 2010 DU FONDS NATIONAL DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (FNFPE)

Entre, d'une part :

La directrice générale de la cohésion sociale et présidente du comité de gestion du Fonds national de financement de la protection de l'enfance (FNFPE), Mme Sabine FOURCADE, ci-après dénommée « le fonds » ;,

Et, d'autre part :

Le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales, M. Hervé DROUET, nommé par décret du 30 octobre 2008, paru au *Journal officiel* le 31 octobre 2008, gestionnaire du FNFPE, ci-après dénommé « la CNAF »,  
il est convenu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Objet de l'avenant à la convention*

Par le présent avenant, sont modifiées les modalités selon lesquelles la CNAF exerce la mission de gestion administrative, comptable et financière du Fonds national de financement de la protection de l'enfance (FNFPE) et représente ce fonds en justice.

#### Article 2

L'article 2 « Gestion administrative et comptable » est ainsi rédigé :

« La CNAF tient la comptabilité du FNFPE. Elle constate l'encaissement des recettes et exécute les ordres de dépenses, émanant du président du comité de gestion du FNFPE ou de son représentant, conformément aux règles de délégation de signature en vigueur au moment de la communication de l'ordre.

Elle enregistre également tous les autres mouvements financiers afférents au fonctionnement du FNFPE.

La liste des personnes habilitées à ordonner tout mouvement de fonds, ainsi qu'un spécimen de leur signature, figurent en annexe à la présente convention. Ce dépôt de signatures est renouvelé en tant que de besoin. »

#### Article 3

L'article 3 « Gestion financière » est ainsi rédigé :

« En début d'année, le comité de gestion arrête la répartition des ressources entre les deux enveloppes visées à l'article 3 du décret n° 2010-497 susvisé, en tenant compte des dépenses afférentes aux contentieux ainsi que des frais de gestion.

Le président du comité de gestion du FNFPE ou son représentant informe la CNAF des dépenses à effectuer dans un délai de cinq jours ouvrés et au plus tard dans un délai de dix jours ouvrés avant la date prévue pour leur réalisation. »

#### Article 4

L'article 4 « Représentation en justice et dans tous les actes de la vie civile » de la convention est ainsi rédigé :

« Conformément à l'article 7 du décret n° 2010-497 visé par la convention de gestion, le FNFPE est représenté en justice à l'occasion de toute instance contentieuse et dans tous les actes de la vie civile, par le directeur de la CNAF.

Le traitement des recours administratifs formés contre les décisions du comité de gestion relève de la compétence de la directrice générale de la cohésion sociale, présidente de ce comité.

Le fonds et la CNAF se tiennent mutuellement informés et se transmettent dans les meilleurs délais tous les éléments relatifs à des contestations, contentieuses ou non, portant sur l'activité du FNFPE.

Lesdits éléments concernent notamment, sans que cette liste ne soit limitative, toutes les actions contentieuses qui seraient engagées, toutes les demandes, toutes les réclamations, toutes les procédures, toutes les décisions, tous les dossiers ou tous les recours dont elles auront connaissance ou dont elles seront saisies.

La CNAF s'engage également à transmettre au fonds lesdits éléments dont elle aura connaissance ou dont elle sera saisie dans les meilleurs délais et par tous moyens attestant de leur réception, pour leur permettre de contribuer aux axes et moyens de défense à produire. »

#### Article 5

Au sein de l'article 5 « Élaboration et gestion des appels à projets nationaux » de la convention, sont insérés les articles 5.3 et 5.4 ainsi rédigés :

##### « 5.3. Versement et contrôle des subventions

La DGCS transmet à la CNAF la liste des projets retenus par le comité de gestion, ainsi que les dossiers administratif et financier des porteurs bénéficiaires, afin que la CNAF puisse procéder à la vérification des pièces nécessaires à l'engagement et au paiement des subventions attribuées au titre des appels à projets.



Le comité de gestion décide des suites à donner aux contrôles réalisés par la CNAF telles que notifications d'indus, compensations, remises ou toute difficulté qu'elle juge nécessaire de porter à la connaissance du comité de gestion.

#### 5.4. Évaluation des projets

Pour l'application de l'article 7 du décret n° 2010-497 susvisé, le comité de gestion détermine les modalités de l'évaluation des projets subventionnés. »

#### Article 6

L'article 7 « Frais de gestion » de la convention est ainsi rédigé :

##### « Article 7. – *Frais de gestion et de contentieux*

Les frais de gestion, les honoraires et frais d'avocats, ainsi que les dépenses résultant de décisions juridictionnelles, constituent les dépenses de fonctionnement visées par le 3° du II de l'article 5 du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010.

##### 7.1. Frais de gestion

La CNAF est indemnisée des frais de gestion qu'elle supporte en sa qualité de gestionnaire du FNFPE.

Les frais de gestion, figurant à l'état prévisionnel rectificatif des dépenses (EPRD) du FNFPE, sont fixés à cinquante mille euros annuels.

Si l'économie générale du FNFPE est modifiée, les parties conviennent de réexaminer le montant des frais de gestion par avenant.

##### 7.2. Honoraires et frais d'avocat, et dépenses résultant de décisions juridictionnelles

Les honoraires et frais annexes d'avocat sont supportés par le FNFPE. Ils sont estimés dans l'EPRD et sont inscrits sur une ligne distincte. Ils sont ajustés à la hausse ou à la baisse, en fonction des dépenses réalisées.

Les dépenses résultant de décisions juridictionnelles (amendes, indemnités, frais irrépétibles, dépens) sont également supportées par le FNFPE. Elles sont estimées dans l'EPRD. Elles sont ajustées à la hausse ou à la baisse, en fonction des dépenses réalisées.

La CNAF informe tous les mois, s'il y a lieu, le fonds des dépenses à engager au titre des contentieux (frais et condamnations) pour la préparation des EPRD rectificatifs. »

#### Article 7

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires, à Paris.

*Le directeur de la CNAF,*  
H. DROUET

*La directrice générale de la cohésion sociale,*  
S. FOURCADE

*Le contrôle général, économique  
et financier de la CNAF,*  
C. BUHL

#### ANNEXE À L'AVENANT N° 1

#### CONVENTION DE GESTION DU 16 JUILLET 2010 DU FONDS NATIONAL DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (FNFPE)

Liste des personnes habilitées à ordonner tout mouvement de fonds :

| PERSONNES HABILITÉES À ORDONNER<br>tout mouvement de fonds | SPÉCIMENS DE SIGNATURE |
|--|------------------------|
| Sabine Fourcade  |                        |
| Philippe Didier-Courbin                                    |                        |
| Hervé Drouet   |                        |

CONVENTION DE SOUTIEN AUX ACTIONS RETENUES DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS  
DU FONDS NATIONAL DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Entre :

Le Fonds national de financement de la protection de l'enfance représenté par Hervé Drouet, directeur de la Caisse nationale des allocations familiales, en sa qualité de gestionnaire du fonds, ci-après dénommé le « FNFPE »,

Et :

Le/la (*identification du porteur de projet*) :

dont le siège social est situé :

représenté par (*représentant légal*) :

Madame/Monsieur :

N° SIRET :

ci-après dénommé « le porteur de projet » :

il est convenu ce qui suit :

SOMMAIRE

|                         |   |
|-------------------------|---|
| Article préliminaire    | Préambule   |
| Article 1 <sup>er</sup> | Objet de la convention  |
| Article 2               | Détermination du coût du projet   |
| Article 3               | Engagements du FNFPE  |
| Article 4               | Engagements du porteur de projet  |
| Article 4.1.            | Au regard de l'action subventionnée par la présente convention              |
| Article 4.2.            | Au regard de la réalisation du projet                                       |
| Article 4.3.            | Au regard des pièces justificatives   |
| Article 4.4.            | Au regard de la tenue de la comptabilité                                    |
| Article 5               | Modalités de versement de la subvention                                     |
| Article 6               | Évaluation et contrôle de l'action subventionnée par la présente convention |
| Article 6.1.            | Évaluation  |
| Article 6.2.            | Contrôle  |
| Article 7               | Modalités d'échange d'information et de communication entre les parties     |
| Article 8               | Modification de la convention   |
| Article 9               | Durée de la convention  |
| Article 10              | Clause de juridiction   |

Vu l'article 27 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;  
Vu le décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance ;  
Vu la décision du comité de gestion du 15 juin 2011 ;  
Vu la lettre de notification [...],

PRÉAMBULE

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, il est créé, au sein de la Caisse nationale des allocations familiales, un Fonds national de financement de la protection de l'enfance dont l'objet est de favoriser des actions entrant dans le cadre de la réforme de la protection de l'enfance et définies par voie conventionnelle entre le fonds et ses bénéficiaires ;

Considérant que, conformément à l'article 3 du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance, la seconde enveloppe de ce fonds comprend les crédits de soutien aux actions entrant dans le cadre de la réforme de la protection de l'enfance, y compris celles à caractère expérimental, notamment les actions d'aide à la parentalité ou à la protection des enfants vivant dans la précarité économique ;

Considérant que, conformément à l'article précité, le comité de gestion de ce fonds répartit cette enveloppe de crédits à l'issue des appels à projets entre les bénéficiaires sélectionnés et approuve le modèle de convention passée entre le fonds et ces bénéficiaires ;

Considérant que, conformément à l'article 7 du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif au Fonds national de financement de la protection de l'enfance, la Caisse nationale des allocations familiales, au sein de laquelle le fonds est institué, assure la gestion administrative, comptable et financière du fonds ;

Considérant que, conformément à l'article précité, le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales, en sa qualité de gestionnaire du fonds, effectue les opérations d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement des dépenses du fonds, en application des décisions du comité de gestion du fonds,



## Article 1<sup>er</sup>

### *Objet de la convention*

Le porteur de projet s'engage à réaliser le dispositif intitulé [...].

Il bénéficie pour cela d'une subvention versée par le FNFPE dans les conditions fixées par la présente convention. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets 2011-2013. Le contenu de l'opération et ses modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention. Celle-ci précise les objectifs, les moyens, les phases de réalisation de l'opération, les indicateurs de réalisation et de résultat.

## Article 2

### *Détermination du coût du projet*

2.1.1. Le coût total estimé éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à [... €], conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) figurant à l'annexe 1.

2.1.2. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du projet sont fixés à l'annexe 1. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés au projet.

## Article 3

### *Engagements du FNFPE*

Le FNFPE contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de [... €], équivalent à [...] % du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la présente convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 2.

Pour l'année [...], le FNFPE contribue financièrement pour un montant de [...€], équivalent à [...] % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières du FNFPE s'élèvent à :

- pour l'année 201[...] + 1 : [...€], soit [...] % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;
- pour l'année 201[...] + 2 : [...€], soit [...] % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

## Article 4

### *Engagements du porteur de projet*

#### 4.1. Au regard de l'action subventionnée par la présente convention

4.1.1. Le bénéficiaire s'engage à fournir le budget prévisionnel du projet indiquant le détail des coûts éligibles à la subvention du FNFPE, notamment :

Tous les coûts directement liés à l'objet et la mise en œuvre du projet, qui :

- sont évalués en annexe 1 ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « le porteur de projet » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

et l'ensemble des produits affectés.

4.1.2. Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) par des transferts entre natures de charges éligibles, telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement, etc. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné à l'article 2, ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s), à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible et précisé à l'article 2 de la présente convention.

Le porteur de projet s'engage à notifier ces modifications au FNFPE par écrit dès qu'il peut les évaluer et, en tout état de cause, avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours, à l'adresse suivante : FNFPE, M. le directeur de la CNAF, 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par le FNFPE desdites modifications.

#### 4.2. Au regard de la réalisation du projet

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le porteur de projet, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le FNFPE sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse suivante : FNFPE, M. le directeur de la CNAF, 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.

#### 4.3. Au regard des pièces justificatives

Comme mentionné dans le cahier des charges de l'appel à projets, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, le porteur de projet s'engage à fournir au FNFPE les documents ci-après, établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

le rapport d'activité, lequel comprend le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné du bilan qualitatif de l'action réalisée, du tableau de synthèse et des données chiffrées tels qu'ils figurent à l'annexe 1 de la présente convention. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

les comptes annuels, accompagnés, si le porteur de projet est une association ou une fondation, du rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel*.

Ces pièces sont à adresser par courrier à l'adresse suivante : FNFPE, M. le directeur de la CNAF, 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.

#### 4.4. Au regard de la tenue de la comptabilité

Lorsque le porteur de projet est une association ou une fondation, il est tenu d'adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations, homologués par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999.

### Article 5

#### *Modalités de versement de la subvention*

Le montant de la subvention sera crédité au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur et selon les modalités détaillées ci-après.

À la notification de la présente convention, est versé le montant correspondant aux dépenses prévisionnelles de l'année [...].

Ce montant est imputé sur le compte [...] du budget [...].

Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention (2012-2013) (*adapter*), le versement de la subvention s'effectue après présentation du compte administratif et des justificatifs des frais encourus pour l'exercice précédent (rapport d'activité, tableau de répartition annuelle du temps de travail par activité).

La subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte suivant :

Code établissement :

Code guichet :

Numéro de compte :

Clé RIB.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales, en sa qualité de gestionnaire du FNFPE.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de la Caisse nationale des allocations familiales.

### Article 6

#### *Évaluation et contrôle de l'action subventionnée par la présente convention*

Le porteur de projet s'engage à fournir au FNFPE, au moins trois mois avant le terme de la présente convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif.

Ces pièces sont à adresser par courrier à l'adresse suivante : FNFPE, M. le directeur de la CNAF, 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.

#### 6.1. Évaluation

La Caisse nationale des allocations familiales participe, conjointement avec le porteur de projet, à l'évaluation des conditions de réalisation du projet auquel elle a apporté son concours.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, sur l'impact du projet au regard des indicateurs de suivi et de résultats joints en annexe 2.

#### 6.2. Contrôle

La Caisse nationale des allocations familiales contrôle annuellement et à l'issue de la présente convention que la contribution financière, telle qu'elle apparaît dans le compte de résultat, n'excède pas la part du coût de la mise en œuvre du projet prévu dans la contractualisation.

La Caisse nationale des allocations familiales peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière. Le comité de gestion décide des suites à donner aux contrôles réalisés par la CNAF : notifications d'indus, compensation ou remises.

La Caisse nationale des allocations familiales peut effectuer un contrôle sur place et sur pièces, pendant et au terme de la présente convention, dans le cadre d'un plan de contrôle financier annuel décidé par le comité de gestion du fonds. A cet effet, le porteur de projet s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

#### Article 7

##### *Modalités d'échange d'information et de communication entre les parties*

Préalablement à tout échange de documents, d'informations, d'études ou de décisions, les parties à la présente convention s'engagent à respecter les dispositions législatives et réglementaires, et notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les deux parties s'engagent à utiliser les informations et données reçues dans le strict respect de leurs missions de service public respectives.

#### Article 8

##### *Modification de la convention*

Toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les parties.

Les avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

La demande de modification de la présente convention précise l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte et est envoyée, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse suivante : FNFPE, M. le directeur de la CNAF, 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### Article 9

##### *Durée de la convention*

La convention est conclue pour les actions éligibles en 2011, 2012 et 2013 et prend effet à compter de la date de signature figurant ci-dessous pour une durée de trois ans, sans possibilité de renouvellement tacite.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de résiliation de la présente convention, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celle-ci jusqu'à leur terme.

#### Article 10

##### *Clause de juridiction*

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Paris.

Fait le [...].

Pour le porteur de projet :

Pour le FNFPE :

*Le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales,*